

MAINE-ET-LOIRE

PME : c'est le moment d'investir

Les crédits aux entreprises sont repartis à la hausse l'an dernier en France.

Recueilli par Xavier BOUSSION
xavier.boussion@courrier-ouest.com

Directrice générale de la Fédération bancaire française, Marie-Anne Barbat-Layani était à Nantes il y a quelques jours. Rencontre.

Comment se porte le crédit aux entreprises en France ?

Marie-Anne Barbat-Layani :
« Mieux. L'an dernier, l'encours total des crédits a atteint 871 milliards d'euros, en progression de 4,1 %, un niveau très supérieur à la croissance. La France est le pays de la zone euro où le crédit aux entreprises est le plus dynamique, devant l'Allemagne, avec 30 % de crédits nouveaux en plus accordés sur l'année ».

Qu'en est-il des TPE/PME ?

« L'encours de crédit pour les TPE/PME a progressé de 2 % sur l'année, à 374 milliards d'euros. Pour autant, la demande n'a pas encore vraiment redécollé, notamment pour les crédits d'investissement. Faute de visibilité, beaucoup de patrons de PME hésitent encore à emprunter pour investir ».

Ce serait pourtant le bon moment, selon vous ?

« En effet. D'une part, parce que les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas depuis 2008 : moins de 2 % en moyenne. D'autre part parce que l'accès des PME au crédit est redevenu facile : plus de neuf demandes de crédits d'investissement reçoivent une réponse positive, et plus de huit demandes sur dix pour les crédits de trésorerie ».

Les relations entre banques et PME se sont apaisées ?

« On le constate à travers la chute spectaculaire du nombre de dossiers traités par la médiation du crédit aux entreprises. L'an dernier, il a atteint son plus bas niveau historique avec un peu plus de 2 000 dossiers traités, un chiffre en recul de 16 % par rapport à 2014, et de plus de 90 % depuis 2008, l'année où cette



Marie-Anne Barbat-Layani, directrice générale de la Fédération bancaire française.

médiation avait été mise en place en raison de la crise ».

La crise a donc eu un effet plutôt bénéfique ?

« Oui, dans le sens où elle a obligé les banques et les PME à se voir davantage, et donc à mieux se connaître. Mais cela ne veut pas dire que les choses se passent toujours au mieux. Quand un chef d'entreprise se voit refuser un crédit, il ne le vit jamais bien. Dans ces cas-là, à nous de réagir vite et d'expliquer les raisons de ce refus, ce qui peut amener à redimensionner la demande de prêt et à débloquer le dossier ».

Certaines banques commencent à fermer des agences. Ce mouvement va-t-il s'accélérer ?

« Il faut relativiser ces fermetures : Il y

a près de 38 000 agences bancaires en France. En quatre ans, moins de 3 % ont fermé, contre 12 % en Europe. Avec l'essor de la banque en ligne, les clients ont moins besoin de venir en agence. Mais en même temps, il y a toujours une forte demande de proximité et de conseil. Et comme la concurrence reste féroce, les banques ne peuvent pas se priver d'une forte présence sur le terrain ».

Repères

Présidée par Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale, la FBF regroupe 383 banques implantées en France (370 000 salariés), dont 23 en Pays de la Loire, employant près de 15 500 salariés.